

Covid-19 : la résilience du secteur numérique se joue aussi à l'échelle européenne

Est-ce l'heure, pour l'Europe, de lancer un plan d'investissement à destination des PME technologiques innovantes ?

L'association professionnelle allemande [Bitkom](#) l'a suggéré aux entreprises qu'elle a [interrogées](#) pour le compte du lobby « des industries de transformation numérique » [DigitalEurope](#) (dont elle est membre).

Des 399 qui ont répondu, 52 % trouvent l'idée « très pertinente ». Elles sont à peu près aussi nombreuses (50 %) à en dire autant de l'assouplissement des aides d'État.



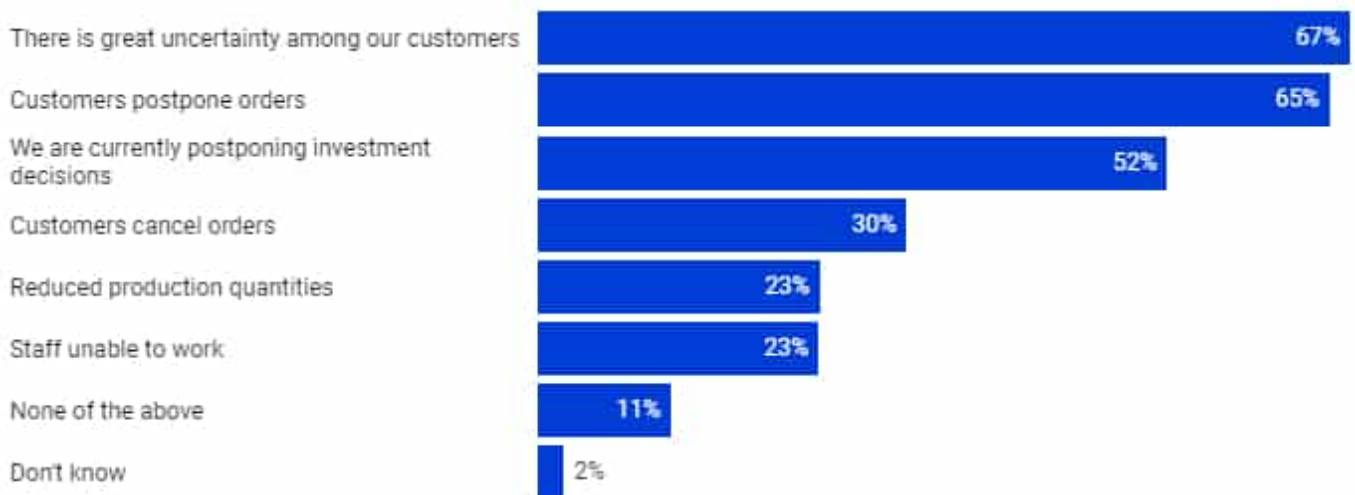
L'échantillon global comprend 634 organisations. Les allemandes y sont très représentées (235), au contraire des françaises (moins d'une dizaine).

Plus de trois quarts des entreprises (77 %) estiment que la [crise](#) dégradera leur performance financière. Elles sont par ailleurs 36 % à anticiper un effet négatif sur le maintien de l'emploi.



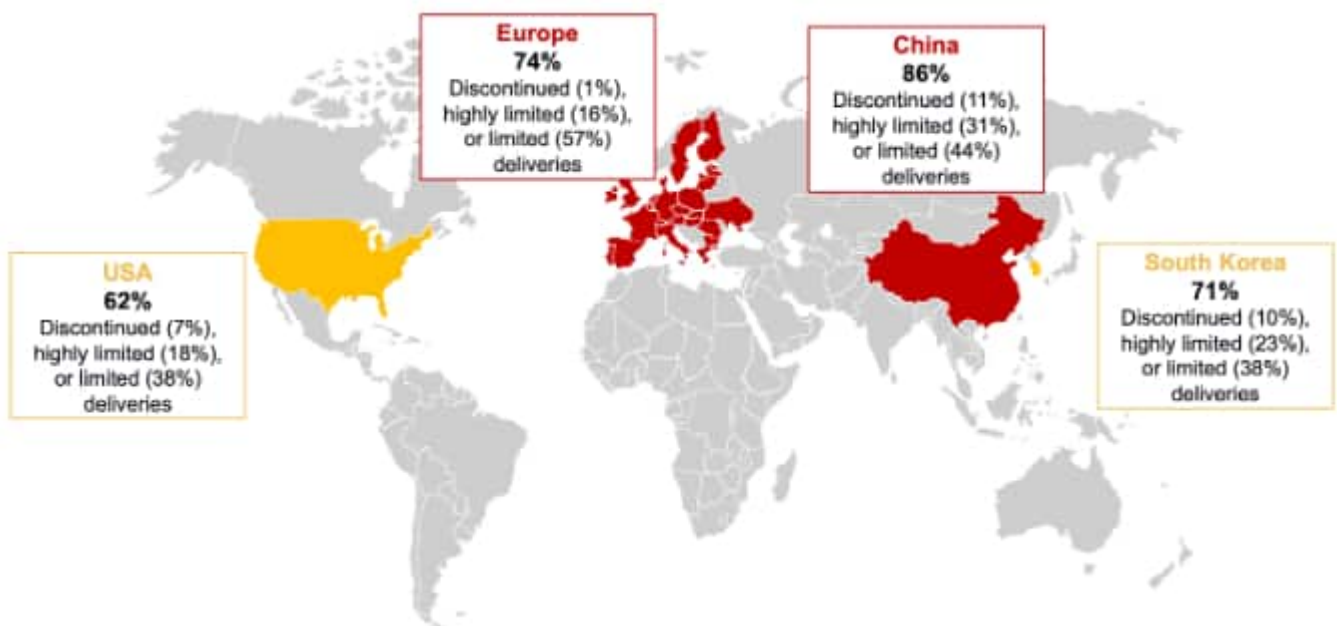
Hors Allemagne, les deux tiers (67 %) affirment percevoir une grande incertitude chez leurs clients. Elles sont quasiment aussi nombreuses (65 %) à déplorer le report de commandes, quand elles n'en évoquent pas l'annulation (30 %).

Reportées sont également les décisions d'investissement, pour 52 % de l'échantillon. Les réductions de production sont plus rares (23 %), tout comme l'impossibilité de travailler pour une part du personnel (23 %).



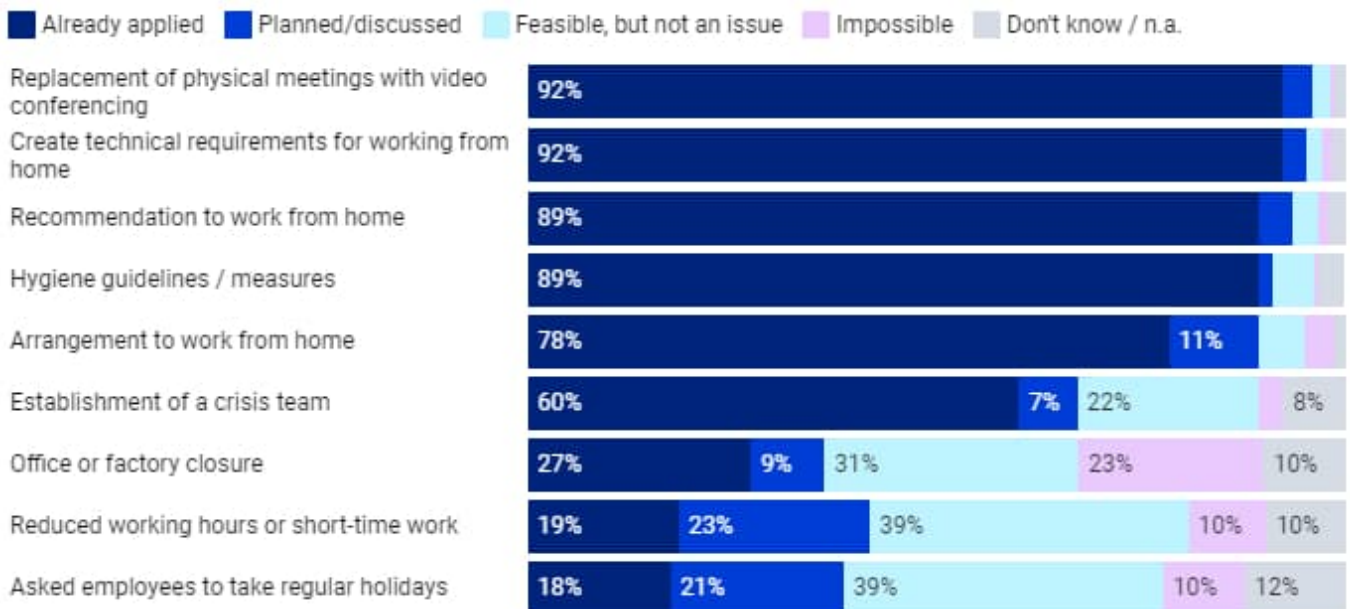
Projets : un appel au secteur public

Les effets sur la *supply chain* sont notables. Les entreprises concernées relèvent peu d'arrêts complets en Europe (1 %), mais plus de la moitié admettent des perturbations. Le phénomène est plus marqué en Chine (11 % font part d'un arrêt total).

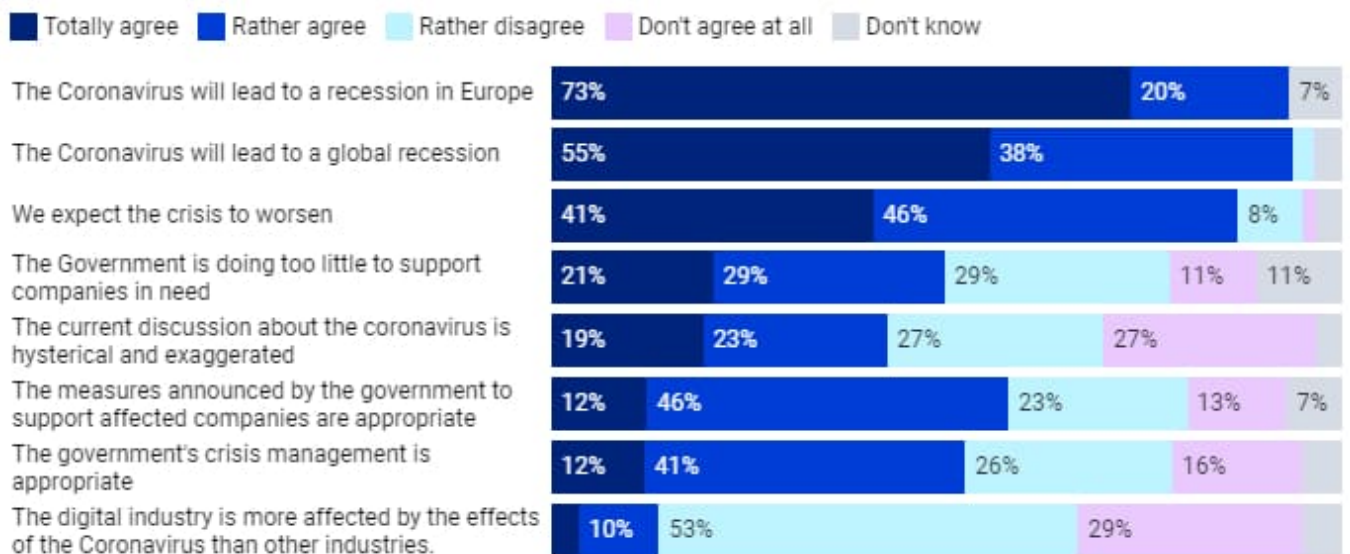


Les principales mesures prises en conséquence de la crise ont trait au télétravail : faciliter la pratique (78 %), la recommander (89 %), définir des exigences techniques (92 %) et remplacer les réunions physiques par de la visio (92 %).

La fermeture de bureaux ou d'usines est moins fréquente (27 %), tout comme l'adaptation des plages horaires de travail (19 %) et l'imposition de congés réguliers (18 %).



La quasi-totalité des entreprises (93 %) se sont faites à l'idée d'une récession. Au moment du sondage (17 mars – 16 avril), elles étaient 87 % à estimer que la crise allait encore s'aggraver. Tout en saluant globalement (à 53 %) les mesures prises par leur gouvernement, elles ont été 50 % à en dénoncer l'insuffisance pour les entreprises.



Au niveau national – une fois encore, hors Allemagne -, 56 % des entreprises déclarent qu'une aide gouvernementale à la rémunération de leurs salariés est nécessaire pour éviter des licenciements. Pour 19 %, il s'agit même d'éviter la faillite.

Les taux sont similaires pour décalage des échéances fiscales, ainsi que pour le lancement de projets et d'appels d'offres dans le secteur public.

■ Necessary to avoid bankruptcy
 ■ Necessary to avoid big cuts or layoffs
 ■ Not a (big) help for my company
 ■ Don't know / n.a.

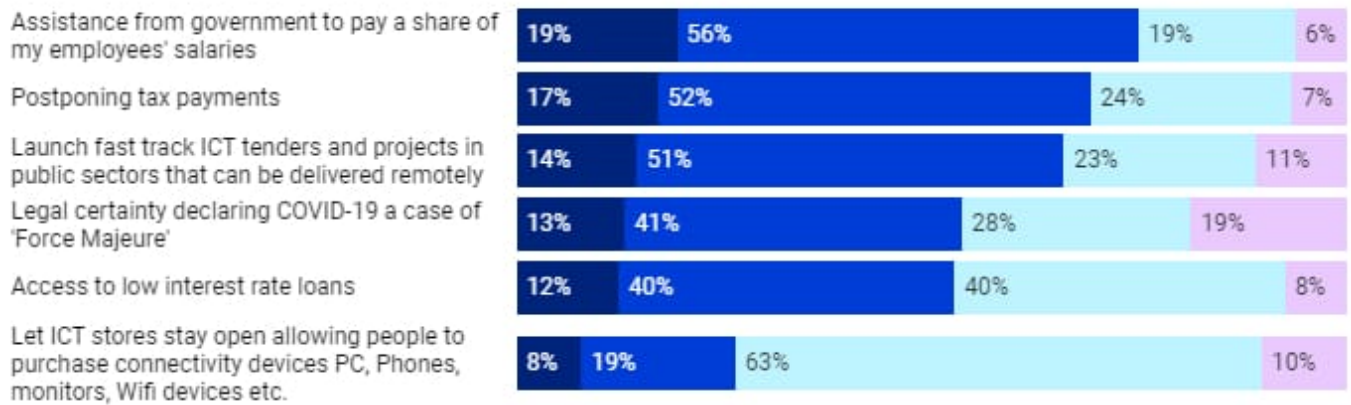


Illustration principale © [jdr3505 / Jim Rosebery](#) via [Visual hunt / CC BY](#)